



CONJONCTURE ECONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^E TRIMESTRE 2024

Au 4^e trimestre 2024, le moral des chefs d'entreprises s'améliore, en raison d'une meilleure maîtrise de leurs charges d'exploitation et de délais de paiement plus courts. L'activité globale reste en retrait, dans un contexte économique encore incertain. La consommation des ménages marque le pas, pesant sur l'activité du secteur du commerce. En parallèle, les secteurs du BTP et du tourisme parviennent à maintenir une activité stable, tandis que les services marchands continuent de reculer, fragilisés par des retards de paiement persistants du secteur public. Pour leur part, le marché de l'emploi et l'investissement privé restent résilients.

Une conjoncture économique fragile malgré la reprise du climat des affaires

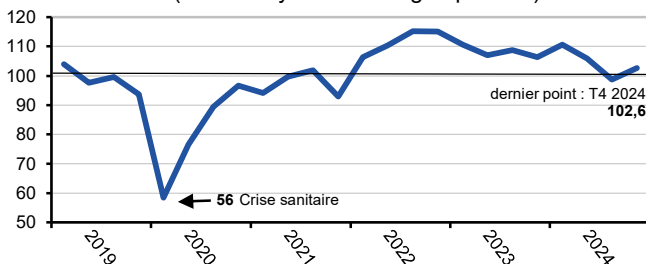
Une reprise portée par une meilleure gestion des charges et des délais de paiement

Au 4^e trimestre 2024, l'indicateur du climat des affaires (ICA) en Guadeloupe se redresse à 102,6 points, dépassant ainsi sa moyenne de longue période. Cette reprise intervient après une baisse notable au 3^e trimestre (98,8 points), marquant une progression de +3,8 points sur trois mois, contre un recul de -7,1 points précédemment.

Cette amélioration s'explique par une meilleure maîtrise des charges d'exploitation et des délais de paiement plus courts, permettant aux entreprises de maintenir leur trésorerie.

Cependant, l'activité se dégrade, mais moins rapidement qu'au trimestre précédent. Des signes de fragilité subsistent : le nombre d'impayés sur effets de commerce bondit de 12,4 % au 4^e trimestre, traduisant des difficultés de trésorerie pour certaines entreprises et un environnement économique encore sous tension.

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



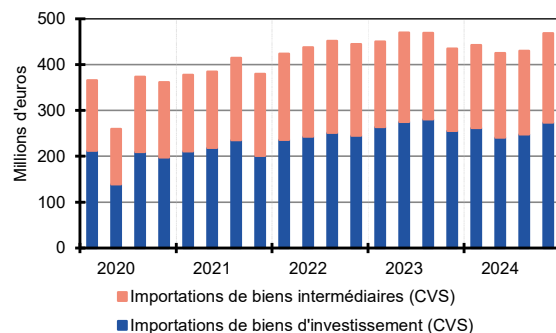
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

L'investissement privé progresse

Au 4^e trimestre 2024, l'investissement privé augmente. Les importations de biens d'investissement et celles de biens intermédiaires progressent (respectivement +10,4 % et +7,2 % en glissement trimestriel, CVS). Les professionnels interrogés font preuve de prudence et envisagent de maintenir leurs investissements en 2025. Les immatriculations de véhicules utilitaires s'inscrivent en baisse au 4^e trimestre 2024 (-18,9 % par rapport à 2023 à la même période).

Outre les travaux d'extension du Port maritime, plusieurs autres projets d'investissement se poursuivent : les travaux de rénovation de la Marina de Bas-du-Fort (20 M€), le chantier Audacia Technopole Caraïbes (14 M€), la mise aux normes sismiques des bâtiments d'État ou encore la construction de l'usine alimentaire « délices surgelés » (10 M€).

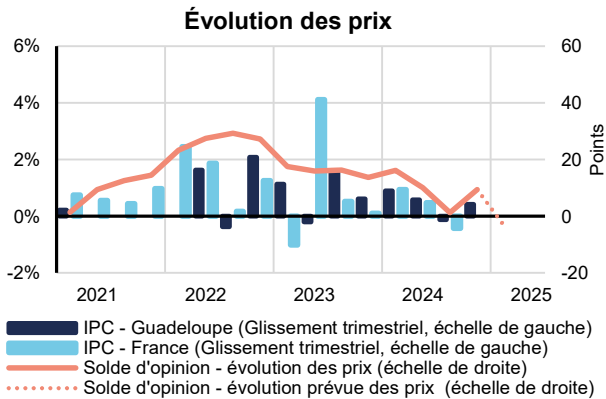
Indicateurs de l'investissement privé



Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

Les prix augmentent faiblement en fin d'année

Fin décembre 2024, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Guadeloupe augmente légèrement de +0,4 % sur trois mois (-0,1 % au 3^e trimestre), en ligne avec la France (+0,3 %). Les prix des services (+1 %) et l'alimentation (+1,6 %) progressent, tandis que les produits manufacturés (-0,6 %) et l'énergie (-1 %) reculent.



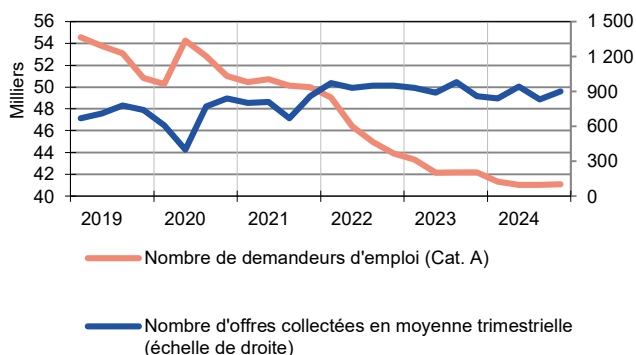
Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Selon l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, si les entreprises indiquent avoir majoritairement augmenté leurs prix en fin d'année, une légère baisse est attendue début 2025. Les professionnels des industries agroalimentaires (IAA), des services et du commerce envisagent des réductions de prix. À l'inverse, une hausse plus marquée est anticipée dans le BTP, tandis que les secteurs du tourisme et des autres industries devraient connaître des augmentations plus modérées.

Un marché de l'emploi résilient

Au 4^e trimestre 2024, les indicateurs du marché de l'emploi s'améliorent. Le nombre moyen d'offres d'emploi enregistrées par France Travail augmente de 8,4 % (CVS) sur trois mois, après une baisse au 3^e trimestre. Dans le secteur privé, l'emploi se maintient, avec 86 469 salariés (CVS) recensés fin septembre, en légère hausse par rapport à fin juin (86 379 salariés, CVS). À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) reste stable (+0,1 % sur trois mois, CVS), avec une moyenne de 41 100 inscrits.

DEFM A et nombre d'offres collectées
(données CVS)

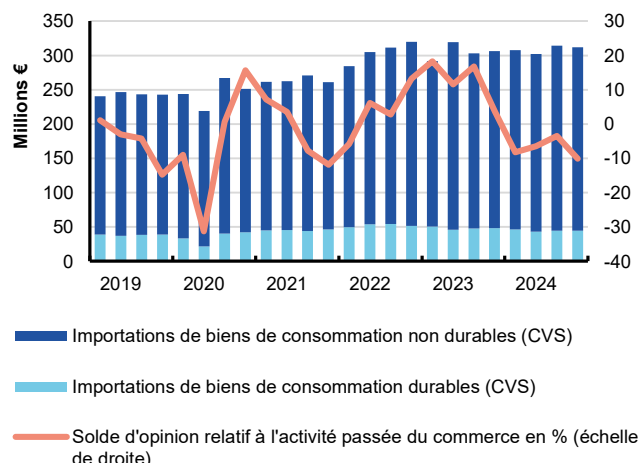


Sources : DIECCTE, ACOSS. © IEDOM

Une consommation des ménages en perte de vitesse

La consommation des ménages a ralenti au dernier trimestre 2024. Les importations de biens de consommation durables et non durables diminuent en valeur (-0,6 % et -0,8 % respectivement sur trois mois, CVS). En parallèle, la vulnérabilité des ménages s'accroît avec 664 dossiers de surendettement déposés en 2024, soit une hausse de 24,4 % sur trois mois, et ce malgré une diminution du nombre de personnes physiques interdites bancaires (-2,0 % par rapport au troisième trimestre 2024) et des retraits de carte bancaire (-17,6 %). Par ailleurs, les incidents sur chèque ont également reculé (-2,7 %).

Indicateurs de la consommation des ménages



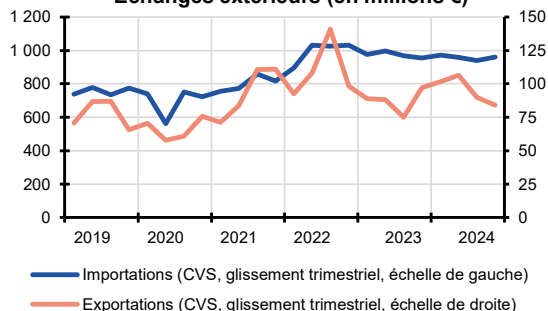
Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Des importations portées par les biens d'investissement

Fin décembre 2024, les importations en valeur se redressent (+2,2 % en glissement trimestriel, CVS), portées par la hausse des biens d'investissement et des biens intermédiaires sur trois mois (respectivement +10,4 % et +7,2 %, CVS). De même, l'octroi de mer progresse de 15,3 % sur trois mois.

En parallèle, les exportations fléchissent de 6,2 % (CVS), tirées par un fort recul des exportations de biens d'investissement (-49,1 %), en particulier sur les matériaux de transport (-41,3 %).

Échanges extérieurs (en millions €)



Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

BTP et tourisme stables, le commerce freiné par une consommation en berne

Une activité stable pour le BTP, mais des perspectives prometteuses pour 2025

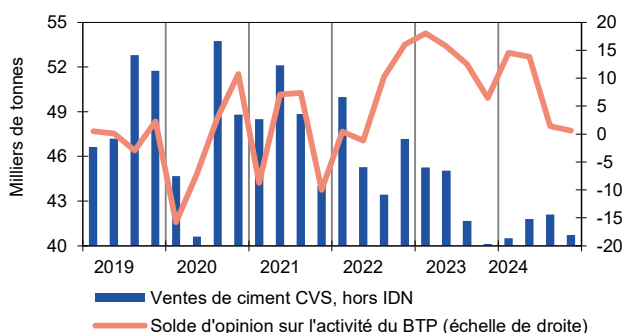
Au 4^e trimestre 2024, le **secteur du BTP affiche une activité stable**, malgré la fin de grands chantiers comme le nouveau CHU. Les chefs d'entreprises interrogés par l'IEDOM indiquent que leur situation financière s'est améliorée grâce à une meilleure maîtrise de leurs charges d'exploitation et à des délais de paiement plus courts (notamment des établissements publics de santé), allégeant ainsi les tensions sur leur trésorerie.

Les ventes de ciment reculent de -3,3 %, signalant une demande en matériaux de construction plus faible. Cependant, l'augmentation des permis de construire (+18,6 %) indique une reprise possible de l'activité, notamment grâce à des conditions de crédit immobilier plus favorables.

Parallèlement, les financements au secteur (encours déclarés au SCR de la Banque de France) et les attestations de conformité électrique des logements neufs (en nombre) reculent respectivement de -4,9 % et de 8,0 % sur trois mois.

Le secteur pourrait cependant rebondir en 2025, porté par plusieurs projets majeurs (extension du port de Jarry - 180 M€, déviation de la Boucan/Saint-Rose - 100 M€).

Ventes de ciment et activité du BTP

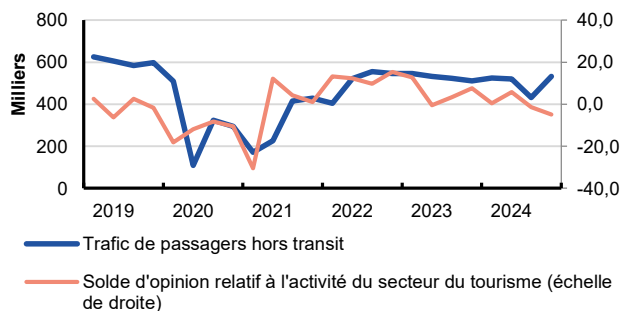


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

Des indicateurs économiques au vert dans le secteur du tourisme

Au 4^e trimestre 2024, le **secteur touristique maintient une activité stable**, soutenue par des indicateurs économiques positifs. Le nombre de passagers à l'aéroport (hors transit) progresse de +23,4 % sur trois mois (-17,1 % au trimestre précédent), tandis que les nuitées hôtelières augmentent de +6,5 %. Dans le même temps, le soutien financier au secteur est marqué par une hausse de +3,0 % des financements (encours déclarés au SCR de la Banque de France).

Trafic de passagers et activité touristique

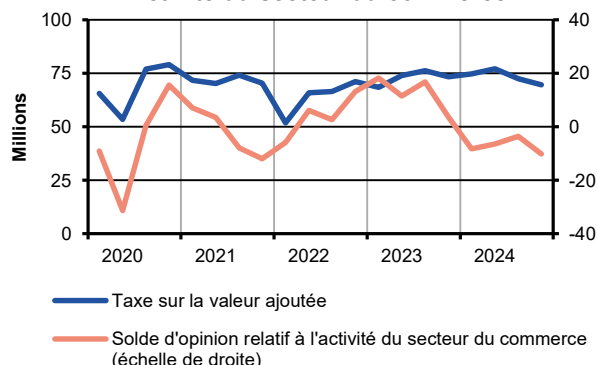


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

Le commerce freiné par la baisse de consommation des ménages

Au 4^e trimestre 2024, le **ralentissement de la consommation des ménages pèse sur l'activité du secteur du commerce**. La taxe collectée sur la valeur ajoutée (TVA) baisse de 4 % sur trois mois. En parallèle, le segment automobile est affecté par la crise de la filière en Europe marquée par le repli des ventes de véhicule : les immatriculations de véhicules neufs diminuent de 5,2 % (CVS) en glissement trimestriel. Globalement, les professionnels interrogés constatent une baisse de pouvoir d'achat de leur clientèle. Ils jugent également leurs décisions d'achats plus hésitantes, dans un contexte économique incertain.

Activité du secteur du commerce



Sources : DGFIP, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Une trésorerie sous tension dans les services marchands

Dans le **secteur des services marchands (hors tourisme), l'activité demeure en baisse, mais dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent**. La trésorerie des entreprises du secteur se dégrade encore en fin d'année. Les chefs d'entreprises observent une amélioration globale des délais de paiement de leur clientèle. Cependant, ils se heurtent à des retards encore importants de la part d'organismes publics qui représentent une part importante de leur chiffre d'affaires. Ils s'attendent à ce que la dégradation de l'activité s'enraye et à ce que leur trésorerie s'améliore début 2025.

Les pays de la Caraïbe proches de vaincre l'inflation

En 2024, la plupart des pays de la Caraïbe devraient s'approcher de leur cible d'inflation. En excluant le Guyana, le taux de croissance de la région devrait quant à lui avoisiner les 2,6 % selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

En **République Dominicaine**, le taux de croissance devrait atteindre 5,1 % en 2024, grâce à un assouplissement monétaire, à une augmentation des investissements publics et à un afflux record de touristes. Le niveau d'inflation devrait être conforme à son objectif de 4 % (± 1 %). Soutenues par des politiques solides, les perspectives sont favorables.

En **Jamaïque**, les perspectives à court terme pour l'économie sont négatives, principalement en raison de l'impact défavorable de l'ouragan Beryl sur les activités de production, notamment dans l'industrie de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche dont les pertes s'élèveraient à 10 milliards de dollars. Dans ce contexte, pour la période de juillet à septembre 2024, il est prévu que l'économie se contracte dans une fourchette comprise entre -0,1 % et -1,0 %.

À **Sainte-Lucie**, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,7 % en 2024, soutenue par l'essor du tourisme et la reprise de l'activité de construction, avant de ralentir à 1,5 % à moyen terme. Le taux de chômage global ainsi que le chômage des jeunes ont atteint leur niveau le plus bas depuis une décennie. Après avoir atteint un pic en 2022, l'inflation devrait reculer à environ 1,3 % en 2024, portée par la baisse des coûts des services publics et du prix des denrées alimentaires.

S'agissant de **Trinité-et-Tobago**, la croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre +1,9 % en 2024 selon les estimations du ministère des Finances. L'inflation globale annuelle est restée stable et inférieure à 1 % au cours des huit premiers mois de 2024, enregistrant son taux le plus bas en janvier et en juillet 2024 à 0,3 %.

Enfin, l'économie **barbadienne** a enregistré une croissance de 3,9 % entre janvier et septembre 2024 par rapport à la même période en 2023, soutenue par le tourisme, les services aux entreprises et la construction. Dans ce contexte, les conditions du marché du travail se sont améliorées, l'inflation a continué de ralentir et la position extérieure du pays s'est renforcée.

Sources : Gouvernement de Trinité-et-Tobago, FMI, The Planning Institute of Jamaica, Banque Mondiale.

La croissance mondiale est hétérogène et incertaine

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompés. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France.

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : D. Gordon

Rédaction : S. Berose, T. Combet, J. Soukai – Éditeur et imprimeur : IEDOM